



LETTRE OUVERTE aux députés européens
**Plus de 800 organisations appellent les députés
européens à transférer**
les fonds consacrés à la guerre vers la paix

20 novembre 2025

Cher membre du Parlement européen,

La semaine prochaine, vous serez appelé à voter sur une affaire cruciale, le budget 2026, et d'autres votes et négociations importants sont à venir ou déjà en cours, notamment le prochain budget à long terme de l'UE (CFP 2028-2034) et une série de « paquets omnibus », c'est-à-dire des processus de déréglementation. Toutes ces propositions prévoient une augmentation massive des dépenses militaires et des cadeaux à l'industrie de l'armement. Nous vous demandons instamment de vous opposer à ces mesures dangereuses et de réorienter les ressources vers de véritables politiques de paix.

Nous sommes « Stop ReArm Europe », une coalition de plus de 800 organisations et mouvements de la société civile dans toute l'Europe, représentant divers secteurs et/ou horizons politiques, et nous avons quelque chose en commun : nous voulons une sécurité véritable, c'est-à-dire une sécurité axée sur les besoins humains tels que la sécurité environnementale et climatique, la sécurité alimentaire et économique, la sécurité sociale et sanitaire, la sécurité communautaire et politique - pour les Européens et pour tous les citoyens du monde. Nous voulons une paix transformatrice et juste qui inclut les conditions nécessaires à l'épanouissement des sociétés, telles que la lutte contre les causes profondes des conflits, la bonne gouvernance, la liberté et la promotion du potentiel créatif humain.

En bref, une sécurité commune pour les États et les peuples.

En tant qu'acteurs de la société civile, nous sommes plus déterminés que jamais à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que cela se réalise enfin, mais nous ne pouvons y parvenir seuls.

Nous avons besoin de votre aide en tant que décideurs ; nous avons besoin de votre aide pour faire des valeurs universelles des droits humains et du droit international les principes directeurs des politiques de l'UE, et pour mettre fin à des décennies de pratiques de double standard qui sont devenues si flagrantes ces dernières années.

L'histoire même de l'intégration européenne la rend particulièrement vulnérable à l'influence induite des intérêts des entreprises, comme le démontrent de nombreux rapports, et les politiques de réarmement ne font pas exception à cette règle, bien au contraire. Le lobbying discret mais puissant de l'industrie de l'armement a joué un rôle décisif dans l'adoption des premières subventions de l'UE il y a dix ans, et son influence sur les politiques européennes militaires et civiles n'a cessé de croître depuis lors. Les budgets de lobbying des dix plus grandes entreprises d'armement ont augmenté de 40 % entre 2022 et 2023. Rien qu'en 2025 (jusqu'en octobre), la Commission a rencontré 89 fois les lobbyistes de l'armement pour discuter de réarmement et de géopolitique, et seulement 15 fois les syndicats, les ONG ou les scientifiques sur les mêmes sujets. Parallèlement, les députés européens ont rencontré le lobby de l'armement 197 fois entre juin 2024 et juin 2025, contre 78 fois au cours des cinq années précédentes. En conséquence, le plan dit de « préparation à la défense » pour une prétendue autonomie européenne se résume en fin de compte à subventionner de grandes entreprises militaires, souvent internationales, à stimuler la production et à augmenter les ventes d'armes, y compris les exportations hors d'Europe.

Le paquet « omnibus défense » suit la même logique, puisqu'il dérègle davantage les normes sociales et environnementales ainsi que les normes éthiques et d'exportation d'armes, détourne des ressources de programmes civils tels que la politique de cohésion et pervertit les principes de finance durable, tout cela dans l'intérêt du secteur de l'armement. Quand l'industrie de l'armement en aura-t-elle assez ?

En plus d'endetter l'Europe, et donc ses citoyens, au profit de l'industrie de l'armement et d'un modèle économique extractif et injuste, **les plans de réarmement détournent les ressources financières, humaines et politiques de la sécurité humaine** ainsi que de la prévention et de la résolution pacifique des conflits et des grands défis auxquels l'humanité est confrontée, du changement climatique à la perte de biodiversité ou à la crise sanitaire, pour n'en citer que quelques-uns.

Et la proposition pour le prochain cadre financier va encore plus loin dans cette direction, puisqu'elle prévoit une multiplication par cinq du budget alloué directement aux politiques de défense et spatiales, en plus des programmes civils largement ouverts à l'industrie de l'armement. Le budget global de l'UE restant pratiquement stable, cela signifie nécessairement un détournement des ressources financières précédemment allouées aux politiques civiles, même si la profonde restructuration du CFP rend très difficile l'identification de transferts spécifiques.

Dans l'ensemble, le plan ReArm Europe de mars 2025, ainsi que toutes les politiques antérieures et ultérieures qui s'y rapportent, est voué à l'échec car il renforcera essentiellement l'insécurité européenne et mondiale, alimentera la course mondiale aux armements – qui à son tour alimente les conflits armés – et aggravera le changement climatique et les dommages environnementaux, [compte tenu de l'empreinte carbone et environnementale de l'armée](#).

Est-ce là l'avenir que vous et nous souhaitons pour la prochaine génération ? Ce n'est pas ce que nous voulons, et nous sommes convaincus que ce n'est pas non plus ce que vous voulez.

Nous vous exhortons donc à transférer les fonds consacrés à la guerre vers la paix, afin de créer les conditions environnementales, économiques, sociales, politiques et diplomatiques nécessaires à une [paix positive, à la sécurité humaine et à la sécurité commune](#).

Il existe un certain nombre de mesures et de décisions concrètes que vous pouvez prendre dans les semaines et les mois à venir pour commencer à préparer un avenir meilleur. Nous vous exhortons en particulier à :

1. Rejeter le budget 2026 lors du vote en plénière la semaine prochaine, et demander :

- a) la reprise des négociations afin de réduire les subventions accordées à l'industrie de l'armement et d'augmenter de toute urgence les allocations destinées à la diplomatie et à la prévention et à la résolution pacifiques des conflits
- b) la fin de toutes les clauses d'exemption qui empêchent le contrôle parlementaire normal de tous les programmes liés à l'armée

2. Défendre les normes sociales et environnementales ainsi que les normes éthiques en vous opposant à différentes propositions de l'« omnibus pour la défense », en particulier :

- a) empêcher le [Fonds européen de défense de commencer à financer des activités d'essai en dehors de l'Europe](#), car cela permettrait d'utiliser l'argent des contribuables européens pour tester des armes et des technologies militaires dans n'importe quelle zone de guerre, comme Gaza et l'Ukraine ;

- b) s'opposer avant le 29 novembre à la proposition visant à limiter la définition des armes controversées aux armes interdites, tant que l'UE finance le développement d'armes disruptives ;
- c) rejeter l'assouplissement des transferts d'armes au sein de l'UE, qui est contraire aux obligations des pays de l'UE en vertu du droit international ;
- d) rejeter l'extension des exemptions et dérogations aux normes en matière de travail, de produits chimiques, d'environnement et autres en faveur de l'industrie de l'armement ;
- e) rejeter l'assouplissement des obligations de déclaration imposées à l'industrie de l'armement dans le respect des cadres existants en matière de responsabilité des entreprises et de durabilité.

3. Rejeter la proposition actuelle du prochain cadre financier pluriannuel (CFP 2028-2034) en ce qui concerne les aspects suivants :

- a) rejeter le Fonds pour la compétitivité allouant 130 milliards d'euros aux armes et à l'espace militarisé
- b) rejeter le détournement à des fins militaires de programmes civils, en particulier la recherche civile comme Horizon, ainsi que les programmes numériques, de mobilité, de cohésion et autres
- c) réaffecter ces fonds au renforcement de la diplomatie et de l'aide extérieure, en mettant clairement l'accent sur la lutte contre le changement climatique, la pauvreté et les inégalités, ainsi que sur la protection des droits humains et de l'environnement, et en apportant un soutien résolu et cohérent à la résolution pacifique des conflits avec la participation des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées

4. S'opposer fermement aux pressions actuelles visant à limiter de manière significative la capacité et la légitimité des acteurs de la société civile à contrebalancer l'influence des entreprises au niveau de l'UE ; l'équilibre actuel des pouvoirs est déjà fortement biaisé en faveur des intérêts des entreprises, et marginaliser davantage les voix de la société civile constitue une menace directe pour le débat démocratique dans l'intérêt public.

Si vous souhaitez échanger et discuter avec nous des questions soulevées dans cette lettre, veuillez nous contacter à l'adresse contact@stoprearm.org . Nous serions ravis d'organiser des réunions en ligne où vous pourriez échanger avec nombre d'entre nous sur votre vision, vos espoirs et vos projets pour la paix.

Nous vous remercions de votre attention et attendons avec impatience votre réponse.

Au nom de la campagne Stop ReArm Europe

L'équipe de coordination de StopReArm Europe

Avertissement : seule la version originale en anglais fait foi.